

## PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU ENVIRONNEMENT / POLE ICPE

GRENOBLE, LE 23 JUILLET 2008

AFFAIRE SUIVIE PAR : Catherine REVOL  
☎ : 04.76.60.49.59  
📠 : 04.76.60.32.57

### **A R R E T E** **DE MISE EN DEMEURE N°2008-06899**

LE PREFET DE L'ISERE,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment l'article 514-1 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » modifiée ;

**VU** le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 relatif aux Installations Classées, modifié par le décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau , ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à autorisation, modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n°99-7432 en date du 12 octobre 1999 modifié, réglementant les activités de Rhodia Intermédiaires ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 décembre 2006, constatant, lors d'une visite approfondie réalisée le 6 décembre 2006, le non-respect des dispositions de l'article 27-7-a et b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant les rejets atmosphériques en dichlorométhane (DCM) et composés organiques volatils (COV) pour l'atelier « oxadiazon », et proposant d'imposer à la Société RHODIA INTERMEDIAIRES de se mettre en conformité avec ces dernières ;

**VU** la lettre recommandée du 15 octobre 2007, informant la Société RHODIA INTERMEDIAIRES des non conformités relevées par l'Inspecteur des Installations Classées lors de cette visite de contrôle effectuée sur le site de son établissement et l'avertissant de l'engagement d'une procédure de mise en demeure, en cas de non-respect des dispositions précitées ;

**VU** la lettre adressée en réponse par l'exploitant, en date du 30 octobre 2007;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 novembre 2007, proposant de maintenir la mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées à l'article 27-7-b concernant le dichlorométhane pour l'atelier « oxadiazon » d'une part et celles fixées à l'article 27-7-a relatif aux composés organiques volatils (COV) totaux d'autre part, tout en prenant en compte du fait qu'un schéma de maîtrise des émissions (SME) a été élaboré par l'exploitant ;

**VU** le dépôt du dossier de changement d'exploitant en date du 5 juillet 2007 qui conduit à la création de la société Rhodia OPERATIONS de par la fusion des 2 établissements RHODIA INTERMEDIAIRES ET RHODIA ACETOL

**VU** l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n°2008-06346 du 21 juillet 2008

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 26 mars 2008, constatant le non respect de l'article 27-7 pour d'autres ateliers de Rhodia Intermédiaire et Acétol que « l'oxadiazon » et proposant de mettre en demeure Rhodia Opérations de respecter les prescriptions de l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux COV pour l'ensemble de son établissement ;

**CONSIDERANT** que la Société RHODIA OPERATIONS ne respecte pas les dispositions prévues par l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié concernant les rejets atmosphériques en COV ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par les arrêtés précités est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement, notamment en matière de sécurité ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté de mise en demeure n°2007-11363 du 21 décembre 2007 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**ARTICLE 2**-La Société RHODIA OPERATIONS (siège social : 40 rue de la Haie Coq 93306 AUBERVILLIERS) est mise en demeure de respecter dans un délai maximum de **5 mois** à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

**ARTICLE 3** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans le délai ci-dessus fixé, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 6** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de SALAISE-SUR-SANNE, de ROUSSILLON et du PEAGE DE ROUSSILLON et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée.

GRENOBLE, le 23 JUL. 2008  
Pour le Préfet et par Délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
Michel CRECHET